

Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames, Messieurs les Ministres

C'est la première fois que les associations sont invitées à un comité interministériel du handicap, habituellement limité aux membres du gouvernement. Cette initiative nous semble pertinente et nous vous remercions d'avoir convié le Collectif Handicaps, même si, bien entendu, nos 50 associations auraient aimé pouvoir échanger directement avec vous.

Nous soutenons un certain nombre de mesures qui ont pu être prises, notamment les droits à vie, les mobilisations pour renforcer l'accès à l'emploi ou à l'école, l'élargissement de la prestation de compensation du handicap, le vote récent de l'aide à la vie partagée... et nous attendons aujourd'hui de nouvelles mesures, qui pourront améliorer la vie quotidienne des personnes en situation de handicap.

Nous partageons tous ici, je pense, le même objectif : donner aux personnes en situation de handicap la capacité de vivre pleinement leur vie, qu'elles puissent avoir accès à l'école, à la formation, qu'elles puissent choisir et accéder à un travail, à un habitat, et bénéficier d'accompagnements de qualité et adaptés à leurs besoins et à leurs aspirations.

Mais nous sommes encore loin de cet objectif et de l'accessibilité universelle, et la situation reste sur le terrain alarmante pour les personnes en situation de handicap et leurs familles : les bâtiments, les transports, les logements, le numérique, la culture restent inaccessibles, l'accès à l'emploi et à la scolarisation restent discriminants, les ressources (AAH et pensions d'invalidité) ne donnent pour seules perspectives que de vivre en-dessous du seuil de pauvreté, de trop nombreuses personnes avec des handicaps complexes restent sans solutions et sans accompagnement, l'exil en Belgique est toujours une solution par défaut, certains types de handicap sont non compensés, sous-reconnus voire oubliés, l'accès aux droits, aux diagnostics et aux évaluations constituent de multiples parcours du combattant...

Le contexte actuel impacte fortement les personnes en situation de handicap : nous constatons des difficultés liées à l'accès aux soins, nous déplorons des tensions dans les établissements sociaux et médico-sociaux qui n'ont pas bénéficié de la revalorisation salariale décidée dans le cadre du Ségur et qui vont avoir des impacts directs sur la qualité de l'accompagnement des personnes, nous craignons une envolée du taux de chômage des travailleurs handicapés (pendant notre réunion entre 30 et 50 personnes qui seront licenciées pour inaptitude en raison de leur état de santé ou de leur handicap),...

Face à ces constats, nous attendons de ce comité interministériel qu'il impulse une nouvelle mobilisation de l'ensemble des membres du gouvernement. Parce que nous pensons nécessaire une plus grande concertation et que nous croyons à la co-construction des politiques publiques, notre Collectif et nos 50 associations nationales

sont évidemment prêts à travailler, à faire des propositions, avec tous les membres du gouvernement, comme nous le faisons régulièrement avec la secrétaire d'Etat aux personnes handicapées. Car, bien évidemment, la politique du handicap concerne tous les ministères.

Mais, nous attendons aussi une mobilisation plus large, notamment des partenaires sociaux dans le cadre par exemple des négociations sur le télétravail ou la santé au travail ou des professionnels du bâtiment pour garantir une pleine accessibilité.

Pour conclure, une réforme historique peut être menée d'ici à la fin du quinquennat, en tous les cas les fondations doivent être posées : c'est celle de l'autonomie, et non pas uniquement celle du grand âge. Les termes sont importants. Bien en parler c'est déjà bien la concevoir et bien en faire comprendre les enjeux à l'ensemble de la société. Cette réforme nécessitera des moyens financiers nouveaux importants pour améliorer véritablement les droits des personnes en situation de handicap et garantir l'égalité de traitement sur l'ensemble du territoire. Nous savons que tout ne sera pas possible immédiatement, que c'est un chantier à long terme. Mais, malgré le contexte, ne ratez pas, ne ratons pas collectivement cette réforme essentielle.